




ANA POUVREAU

L'expansion de l'islamisme radical au Royaume-Uni

 Écrivain et chercheur en sciences politiques, spécialiste des mondes russe et turc, Ana Pouvreau est docteur ès lettres (Sorbonne-Paris IV) avec une thèse sur les mouvements chrétiens dans la société russe actuelle. Elle est aussi diplômée en relations internationales et études stratégiques de l'Université de Boston. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *Le système Légion, un modèle d'intégration des jeunes étrangers* (2008) et divers articles, notamment dans la *Revue de Défense nationale* et récemment dans la NRU.





À divers égards, l'immigration musulmane au Royaume-Uni a pris une place plus importante encore qu'en France, mettant ce pays dans une situation inextricable et dangereuse pour son équilibre politique et social. Ainsi que l'explique Ana Pouvreau, dans les années 70, la Grande-Bretagne, paradoxalement conduite à la fois par sa tradition de tolérance et par une mauvaise conscience née des brutalités de la colonisation, a ouvert grand ses portes à l'immigration. Souvent venues de l'Inde et du Pakistan ou de pays anglophones d'Afrique, des populations importantes et, pour la plus grande part, musulmanes, se sont installées dans les grandes zones péri-urbaines du pays.

À l'opposé du laïcisme et de l'égalitarisme français, les Anglais ont accepté sans difficulté le voile islamique et l'application par certains tribunaux de normes juridiques musulmanes. Et la City n'a pas eu beaucoup de mal à faire sa place au droit islamique des affaires. L'intervention britannique en Irak en 2003 et ses suites, dont les attentats de Londres de 2005, ont peu d'influence sur cet état de chose. Par contre, l'attentat survenu en Tunisie le 30 juin 2015, faisant une trentaine de victimes britanniques, a fait prendre au gouvernement Cameron un virage stratégique radical.

Un virage bien tardif dans ce pays que déstabilisent à la fois la crise mondiale et européenne, l'afflux des réfugiés, l'indépendantisme écossais et la montée des tensions ethniques. Et même s'il n'est pas sûr qu'un éventuel « Brexit » nuise plus à l'économie britannique qu'elle ne lui profite, le climat d'incertitude rend l'atmosphère assez délétère.

Comme le conclut Ana Prouveau, la France serait bien inspirée de tirer toutes les leçons des erreurs commises par nos voisins d'outre-Manche.



L'expansion de l'islamisme radical au Royaume-Uni

ANA POUVREAU

En 1968, Enoch Powell, député à la chambre des communes et ministre de la défense du cabinet fantôme (« *shadow cabinet* ») du Parti conservateur, vit son ascension politique brutalement arrêtée après qu'il eut prononcé le discours dit « des rivières de sang » (*Rivers of Blood Speech*) dans lequel, faisant référence à l'immigration vers le Royaume-Uni en provenance des anciennes colonies de l'empire, il s'alarmait et déclarait : « *Je contemple l'avenir et je suis rempli d'effroi. Comme les Romains, je vois confusément "le Tibre écumant de sang"* ». Dans les décennies qui suivirent, le pays, soucieux d'expié les abus de la colonisation, se lança avec détermination dans une politique axée sur la tolérance et le multiculturalisme.

Aujourd'hui, puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Royaume-Uni, qui peut se targuer d'avoir détrôné la France de sa place de cinquième puissance économique mondiale en 2014, présente, à première vue, d'indéniables attributs de puissance.

Cosmopolite, multiculturelle et multiconfessionnelle, la société britannique, dont les lois sont fondées sur la *Magna Carta* – grande charte des libertés qui garantit, depuis 1215, le droit à la liberté individuelle – s'est longtemps posée en championne de la tolérance. Confiants dans leur modèle d'intégration des étrangers, les Britanniques s'étaient, jusqu'à une période récente, toujours montrés assez réticents à emboîter le pas à la France en ce qui concernait le vote d'une législation telle que celle sur le foulard à l'école (2004) puis celle sur le voile intégral (2011). Et ce, malgré l'entrisme manifeste des islamistes radicaux et en dépit du développement d'une menace terroriste islamiste d'origine intérieure. Les attentats-suicide de Londres du 7 juillet 2005 (56 morts, 700 blessés) furent en effet perpétrés par quatre jeunes islamistes ayant grandi sur le sol britannique.

Cependant, la menace sans précédent qui pèse désormais sur le continent européen depuis les attentats qui ont ensanglanté la France en 2015, a conduit récemment le gouvernement conservateur à réexaminer sa position face à l'expansion de l'islamisme radical sur le territoire national et à abandonner à contrecœur l'idée que l'insularité du pays protégeait encore celui-ci des fléaux du monde.

Après que trente touristes britanniques eurent été assassinés à Sousse, en Tunisie, le 26 juin 2015, par un individu revendiquant son appartenance à l'État islamique (EI), le Premier ministre David Cameron, dans un discours mémorable prononcé dans l'urgence le 20 juillet 2015¹, dénonça « le poison de l'islamisme radical », et annonça la mise au point d'une stratégie nationale pour combattre l'extrémisme (*counter-extremism strategy*)². Ainsi semblait-il reconnaître le fait que les autorités n'avaient pas pris la pleine mesure de la

1. Lizzie Dearden, « David Cameron extremism speech: Read the transcript in full », *The Independent*, 20.7.2015.

2. Philippe Bernard, « David Cameron veut vaincre le "poison" de l'islamisme radical », *Le Monde*, 21.7.2015.

situation. Les problèmes qu'il a évoqués à cette occasion sont particulièrement troublants pour l'observateur français, provoquant la stupéfaction, mais suscitant, aussi l'espoir qu'il n'est pas trop tard pour enrayer de telles évolutions dans la société française.

Alors que, sur les fronts irakien et syrien, les forces armées britanniques combattent aujourd'hui aux côtés de la coalition internationale contre l'EI³, les autorités britanniques – tout en protégeant, comme elles le peuvent, leurs ressortissants à l'étranger – tentent tant bien que mal de contenir la menace islamiste à l'intérieur du pays.

1

L'ENRAYEMENT DU MODÈLE BRITANNIQUE D'INTÉGRATION DES ÉTRANGERS

Une pression migratoire considérable

La vague d'immigration qu'a connue le Royaume-Uni en quinze ans (1995-2010) – sur un territoire d'une superficie inférieure à la moitié de celle de la France métropolitaine – est d'une ampleur inédite : 4 millions d'immigrants, soit presque deux fois plus qu'entre 1945 et 1990⁴. À ces nouveaux arrivants est venue s'ajouter la vague des réfugiés de 2014-2015. À la fin août 2015, les chiffres de l'immigration annuelle au Royaume-Uni atteignirent un record de 330 000 personnes contre 94 000 en 2014, avec une part importante de Bulgares et de Roumains⁵. Mais ces données ne mentionnent pas les immigrants illégaux vivant sur le sol britannique, une population venue surtout de Syrie, d'Érythrée, d'Afghanistan, du Darfour, d'Irak, de Somalie et du Nigéria, et estimée, selon l'organisme *Migration Watch*⁶, à 1,1 million de personnes en 2015. En France, pays qui accueille officiellement, depuis dix ans, environ 200 000 immigrés par an, comme l'indique le site de l'Élysée, l'ensemble des chiffres

3. Ana Pouvreau, « L'engagement du Royaume-Uni dans le conflit en Syrie », *Revue Défense Nationale*, n° 788, mars 2016.

4. Éric Albert, « La tolérance britannique se voile », *Le Monde*, 26.9.2013.

5. Alan Travis, « Net migration to UK hits record high of 330,000 », *The Guardian*, 27.8.2015.

6. Helen Barnett, « Exclusive: Cameron's migration figures don't include UK's 1.1 million illegal immigrants », *The Express*, 28.8.2015.

de 2015 n'est pas encore disponible. Un rapport de l'Insee sur les flux migratoires paru en octobre 2015 arrête son analyse des données en 2013⁷.

Par ailleurs, à la différence de la France où c'est interdit, le Royaume-Uni (63 millions d'habitants) – compile, depuis 1991, des statistiques ethniques et religieuses. Selon les chiffres tirés du recensement de 2011 et présentés par le Conseil national musulman britannique (*Muslim National Council of Britain*, MNCB)⁸, les Musulmans représenteraient environ 5% de la population du Royaume-Uni, avec une augmentation de 75% entre 2001 et 2011 en Angleterre et au Pays de Galles. Il s'agit du deuxième groupe religieux après les Chrétiens (environ 60% de la population)⁹, tandis que 25% de la population se déclare agnostique ou athée¹⁰.

Par ailleurs, le recensement de 2011 a révélé qu'à Londres, ainsi que dans les villes de Leicester, Luton and Slough, les Britanniques blancs sont désormais minoritaires (moins de 50%). En 2020, ce sera également le cas de la deuxième ville du pays, Birmingham.

Soumis à la pression migratoire, les mécanismes de l'intégration des étrangers dans la société britannique se sont grippés, donnant cours à des évolutions de plus en plus délétères.

Les prédicateurs de la haine

Aujourd'hui, le Royaume-Uni figure en bonne place aux côtés des États-Unis et de la France dans la liste des États ciblés par le terrorisme djihadiste.

Le 11 septembre 2001 a indubitablement marqué un tournant dans l'enrayement du modèle multiculturel britannique, avec les premières manifestations de soutien à Al-Qaïda dans plusieurs

7. Rapport de Chantal Brutel, « *L'analyse des flux migratoires entre la France et l'étranger entre 2006 et 2013* », *Insee Analyses*, n°22, octobre 2015.

8. « *British Muslims in Numbers - A Demographic, Socio-economic and Health profile of Muslims in Britain drawing on the 2011 Census* », Rapport du *Muslim National Council of Britain*, MNCB, 01.2015.

9. Viennent ensuite les Hindouistes et les Sikhs (2,3% de la population). Les Juifs, avec une communauté de 263 000 personnes, ne représentent que 0,5 % de la population, juste devant les Bouddhistes (0,4 % de la population).

10. *Office of National Statistics*, 05.2013.

endroits du pays. Des individus tels que Anjem Choudary, britannique d'origine pakistanaise, ancien président de la Société des avocats musulmans, ou le Syrien Omar Bakri Muhammad, ont relayé pendant plusieurs années l'idéologie de l'organisation terroriste au Royaume-Uni. En 2006, Choudary conduisit une manifestation contre les caricatures danoises du Prophète. Les manifestants appelèrent à la mort par décapitation de ceux qui insultaient l'islam. La même année, il lança un appel à l'assassinat du pape Benoît XVI, sans jamais être condamné par la justice.

Dans les années qui suivirent, l'engagement des forces armées britanniques en Irak (2003-2011) et en Afghanistan (2001-2014) a exacerbé le sentiment de haine exprimé par des islamistes radicaux vis-à-vis du pays, tandis que le reste du pays pleurait ses morts (179 soldats britanniques tués au combat en Irak et 453 en Afghanistan).

En 2009, lors d'une parade organisée dans la ville de Luton pour accueillir les soldats du Second Bataillon du régiment *Royal Anglian* de retour d'Irak, un groupe d'islamistes opposés à la guerre en Irak vint manifester avec des slogans tels que : "*Soldats de l'Anglian = criminels, meurtriers et extrémistes*" ou "*Soldats de l'Anglian = Bouchers de Bassorah* ». En dépit de l'indignation de la population locale, qui entendait honorer dignement ses soldats, le Premier ministre de l'époque, Gordon Brown, se borna à considérer qu'il s'agissait d'un regrettable événement : il n'y eut que deux arrestations et malgré la polarisation évidente de la société, il faudra plusieurs années aux autorités pour s'apercevoir que la situation s'était envenimée au-delà de tout pronostic.

Les terroristes nés britanniques (« homegrown terrorists »)

Le 22 mai 2013, huit ans après les attentats de 2005, l'assassinat avec un hachoir de boucher du jeune militaire Lee Rigby, en plein jour, à Londres, par deux islamistes britanniques d'origine nigériane – pour « *venger les musulmans tués par les forces britanniques à l'étranger* » –, frappa une nouvelle fois les esprits.

Le cas de Mohammed Emwazi alias *Jihadi John*, jeune britannique d'origine koweïtienne devenu bourreau de l'EI, continua de semer l'effroi parmi la population. À l'automne 2014, Emwazi décapita deux travailleurs humanitaires britanniques, David Haines et Alan Hennings, capturés en Syrie. Il fut également le bourreau de plusieurs journalistes (dont l'américain James Foley). Il aurait finalement été tué par une frappe américaine en 2015.

David Cameron, se rendant à l'évidence, déclara dans son discours du 20 juillet 2015 qu'il considérait comme « *une vérité tragique* » le fait « *qu'il y ait des gens qui sont nés, qui ont grandi dans ce pays, et qui ne se sentent pas vraiment de liens avec la Grande-Bretagne* ».

Le surlendemain du vote du parlement (3 décembre 2015) en faveur de l'extension des frappes aériennes de l'Irak à la Syrie, trois personnes furent, en représailles, poignardées à la station de métro Leytonstone de Londres par un Britannique radicalisé d'origine somalienne.

Entre 2000 et 2010, confrontées au problème des prédicateurs de la haine bien avant les autres États européens, les autorités britanniques ont pris des mesures contre le terrorisme sous la forme d'une série de lois (*Terrorism Acts*). C'est dans ce cadre qu'ont été interdits des mouvements extrémistes considérés comme des menaces pour la sécurité nationale : par exemple *al-Muhajiroun*, organisation terroriste salafiste (fondée par Choudary et par Omar Bakri Muhammad) préconisant le djihad, qui n'a cessé de renaître de ses cendres sous différentes formes et appellations, notamment *Islam4UK*¹¹ (*Islam for UK*, « *L'Islam pour le Royaume-Uni* ») ainsi que *Need4Khalifah* (« *Besoin du Califat* »). Plus récemment, comme l'a mentionné le Premier ministre dans son discours, des prédicateurs tels qu'Abou Hamza et Abou Qatada ont été expulsés du pays.

Mais avec le retour de centaines de djihadistes du théâtre irako-syrien, une aggravation de la situation est prévisible. Selon la BBC, fin décembre 2015, le nombre de citoyens britanniques partis

11. En anglais, « 4 » (four) est fréquemment utilisé comme abréviation de « for » (pour).

combattre au Moyen Orient, pour la plupart aux côtés de l'EI, s'élevait à 700. Près de la moitié d'entre eux serait aujourd'hui revenus sur le territoire national¹².

2

LE CONSTAT EFFARANT DE LA RADICALISATION

L'idée de l'instauration du califat sur le sol britannique

Au fil des attaques terroristes qui ont jalonné la dernière décennie, les inquiétudes se sont accrues au vu de la prolifération des foyers d'agitation islamiste sur l'ensemble du territoire national, processus favorisé par le prosélytisme en faveur de l'instauration du califat. Les promoteurs d'une telle idée n'hésitent plus à souhaiter ouvertement la création d'enclaves interdites aux non-musulmans et régies par la loi islamique.

Dans des municipalités, telles que Tower Hamlets près de Londres, les « mécréants » s'exposent à toutes sortes de difficultés de la part des islamistes s'ils persistent à vouloir cohabiter avec des familles musulmanes ou même s'ils choisissent de déambuler dans cette zone de plus en plus homogène au plan religieux. En 2013-2014, des patrouilles de la charia (*sharia patrols*) se permettaient d'arrêter les passants dans la rue et de les admonester sur le non-respect des normes islamiques (tenue vestimentaire des femmes, couples se tenant par la main, consommation d'aliments, de boissons, de cigarettes pendant le ramadan, etc.), notamment à East London.

89

Par ailleurs, ces quartiers sont grevés par la corruption et les trafics menés par des groupes criminels. Comme le rappelle le Premier ministre dans son discours, en ce qui concerne Tower Hamlets, « *dans une atmosphère où les responsables avaient trop peur de prendre des mesures de peur d'être accusés de racisme (...), la corruption au niveau politique avait atteint des proportions épiques et les électeurs étaient soumis à des intimidations* »¹³. Lutfur Rahman, un Britannique d'origine bangladais, maire travailliste de cette municipalité de 2010 à 2015, fut

12. "Who Are Britain's Jihadists?", *BBC News*, 21.12.2015.

13. Discours du 20 juillet 2015.

contraint de démissionner à la suite d'une enquête mettant en évidence ses pratiques corrompues et ses accointances dans le monde criminel¹⁴. Plus inquiétant encore, l'enquête révéla que Rahman avait été élu grâce à l'aide financière d'une organisation fondamentaliste islamique, le Forum Islamique de l'Europe (*Islamic Forum of Europe*, IFE), qui affiche ouvertement son objectif de création d'un État islamique au Royaume-Uni et l'instauration d'un ordre social, économique et politique islamique¹⁵.

En 2014, des révélations sur une nouvelle affaire sordide ont mis en évidence l'emprise des groupes criminels dans ces villes ou quartiers sensibles. Cette fois-ci, il ressortit qu'un gang d'hommes d'origine pakistanaise, avait organisé, entre 1997 et 2013, avec la complicité des services de police et de nombreux politiciens¹⁶, des abus sexuels et des viols sur plus de 1400 enfants – en majorité des fillettes – dans la ville de Rotherham¹⁷. La *National Crime Agency* (NCA) mena l'enquête sur plus de 300 suspects, donnant lieu à des démissions en chaîne au plus haut niveau des institutions du pays. Le scandale, révélé à l'origine par le professeur Alexis Jay, qui avait été mandaté spécialement par la municipalité de Rotherham pour élucider des rumeurs persistantes, a achevé de bouleverser l'opinion publique, de jeter le discrédit sur l'ensemble de la classe politique – mais aussi sur les forces de police – et de créer un climat d'insécurité permanent pour toutes les familles. La ministre britannique de l'intérieur (*Home Secretary*), Theresa May a déploré que dans cette effroyable affaire, « *le politiquement correct institutionnalisé* » et la peur d'être taxé de racisme, aient contribué à couvrir ces crimes pendant de si longues années¹⁸.

Il importe de préciser que cette affaire de mœurs s'ajoute au scandale retentissant d'*Elms Guest House*, en 2012, impliquant, pour abus sexuels et viols commis sur des mineurs, des parlementaires,

14. Nick Cohen, "Tower Hamlets: how a dictatorship flourished in the East End", *The Guardian*, 25.4.2015.

15. Andrew Gilligan, "Lutfur Rahman: 30 things you need to know about the extremist-linked mayor of Tower Hamlets", *The Telegraph*, 21.5.2014.

16. Andrew Norfolk, "Rotherham: politicians and police 'abused girls'", *The Times*, 4.2.2015.

17. "Rotherham abuse scandal: Key dates", *BBC News*, 26.3.2015.

18. Mark Tran, "May blames 'institutionalised political correctness' for Rotherham scandal", *The Guardian*, 2.9.2014.

hommes politiques, notables, juges, policiers, personnalités du spectacle et du sport, de 1970 à 1980¹⁹. Autre scandale révélé en 2012 : l'affaire Jimmy Saville, du nom de l'animateur star de la BBC (aujourd'hui décédé), auteur de violences sexuelles et de viols sur des enfants dans les locaux de la BBC, dans des hôpitaux ou des écoles.

L'enracinement d'un système judiciaire islamique parallèle

Sous la houlette d'organismes tels que le Conseil national de la charia (*National Sharia Council*, NSC), le Conseil islamique de la Charia (*Islamic Sharia Council*, ISC), le Conseil de la loi islamique (*Muslim Law Council*) et le Tribunal d'arbitrage islamique (*Muslim Arbitration Tribunal*, MAT), une centaine de tribunaux islamiques (*Sharia courts*) fonctionnent désormais sur le territoire national. Ce système judiciaire parallèle comprend les tribunaux d'arbitrage légalement reconnus établis principalement pour régler des différends financiers selon les principes juridiques islamiques, et qui tentent d'élargir l'éventail des cas qu'ils règlent. Il existe également un réseau de « conseils » informels de la charia, agissant souvent dans les mosquées, et qui, au grand dam des défenseurs des droits des femmes, traitent selon les règles islamiques de divorces religieux et de gardes d'enfants²⁰. Les questions liées à la maltraitance des femmes et des enfants et aux mutilations sexuelles rituelles peuvent également y être abordées.

Dans son discours du 20 juillet 2015, David Cameron a souligné, la nécessité de réexaminer ce système. Cette apparente prise de conscience aura peut-être pour effet de remettre à l'ordre du jour une proposition de loi déposée par la baronne Caroline Cox de Queensbury à la Chambre des Lords, une première fois en 2012, puis à nouveau en 2014 – visant à assurer la suprématie du droit britannique sur la loi islamique : 1/ en criminalisant le fait pour ces organismes de se présenter comme des tribunaux, et leurs présidents comme des juges ; 2/ en limitant les activités des tribunaux d'arbitrage

19. Florentin Collomp, « Grande-Bretagne : la police des polices enquête sur les abus sexuels sur des mineurs par des politiciens », *Le Figaro*, 17.3.2015.

20. John Bingham, « Sharia courts 'as consensual as rape', *House of Lords told* », *The Telegraph*, 20.10.2012.

islamiques ; 3/ en exigeant explicitement que ces derniers reconnaissent les lois du pays sur l'égalité y compris sur les droits des femmes²¹.

En effet, la baronne Cox déplore, depuis plusieurs années, que les musulmanes de Grande-Bretagne soient aujourd'hui contraintes de vivre dans la peur en raison de la multiplication de ces tribunaux non réglementés : « *Nous ne pouvons pas assister avec complaisance à la souffrance de femmes soumises à un système judiciaire qui est foncièrement incompatible avec les principes juridiques sur lesquels est fondé ce pays. Si nous ne faisons rien, c'est que nous sommes consentants* », a-t-elle déclaré²².

Le récent changement de posture de David Cameron dans ce sens replace également sous les feux de l'actualité la campagne « Une seule loi pour tous » (« *One Law for All* »), en faveur de l'abolition des tribunaux islamiques au Royaume-Uni. Cette initiative, menée par un ensemble de personnalités et d'organisations de défense des droits de l'homme, n'est jamais parvenue, depuis son lancement dès 2008, à attirer suffisamment l'attention des décideurs politiques sur le caractère jugé discriminatoire du système judiciaire parallèle des tribunaux islamiques.

En effet, contre toute attente, en 2014, l'ensemble des avocats britanniques découvrirent avec surprise une circulaire du barreau (la *Law Society*) les invitant à prendre désormais en compte un certain nombre de recommandations afin de rédiger des testaments compatibles avec la charia, à savoir des postulats de nature ostensiblement discriminatoire selon lesquels – entre autres – la femme n'a droit qu'à la moitié des parts prévues pour un homme, tandis que les « mécréants », les héritiers mariés en dehors de la foi musulmane ainsi que les enfants illégitimes peuvent être exclus de la succession²³. Malheureusement, une telle aberration rencontre un terrain favorable dans le pays car, comme le précise Florentin Collomp, correspondant du *Figaro* à Londres, en citant un avocat britannique spécialiste du

21. *Ibid.*

22. "Baroness Cox: 'If we ignore wrongs, we condone them'", *The Independent*, 20.6.2011.

23. Florentin Collomp, « Des avocats britanniques enjoins de respecter la charia », *Le Figaro*, 27.3.2014.

droit de la famille, « *selon les lois sur la succession britannique, chacun est libre de donner tous ses biens à qui il veut, même à son chat, comme de déshériter ceux qu'il souhaite* ».

La pérennisation de la charia dans les affaires financières du pays

En 2013, le Premier ministre prit la décision de faire de son pays la première place financière islamique parmi les pays non-musulmans et il considérait que la City de Londres devait être en mesure de rivaliser avec Dubai en tant que centre financier compatible avec la charia²⁴. À cette fin, lors de la 9^e réunion à Londres, en mars 2013, du Forum islamique économique mondial (*WIEF*) – le « Davos musulman »²⁵ –, il lança une obligation publique islamique (*sukuk*) d'une valeur de 200 millions de livres sterling. Les investisseurs musulmans n'ont, selon la charia, pas le droit de percevoir des intérêts. De plus, ils doivent respecter le dogme de l'islam en s'abstenant d'investir dans les domaines de l'armement, de l'alcool, de l'industrie de la viande porcine, du jeu et de la pornographie²⁶.

Ce secteur pesait 1200 milliards de dollars d'actifs dans le monde en 2013, avec une croissance de 15 à 20% par an. La Bourse de Londres mit au point un index financier pour le marché islamique (*Islamic Market Index*) afin d'aider les directeurs des fonds financiers islamiques à identifier des opportunités d'investissement. En 2013, déjà, plus d'une vingtaine de banques, telles que l'*Islamic Bank of Britain*, offraient des produits financiers « islamiquement corrects ».

De la même manière, en France, Christine Lagarde, ministre de l'Économie, souhaitait dès 2009 permettre le développement de la finance islamique et encourager les investissements en provenance des pays du Golfe. Elle se heurta cependant à la difficulté de changer la législation française afin de rendre possible l'émission de *sukuk* en

24. Harry Wilson, « *Britain to become first non-Muslim country to launch sharia bond* », *The Telegraph*, 29.10.2013.

25. Florentin Collomp, « *Londres lance une obligation publique islamique* », *Le Figaro*, 29.10.2013.

26. Florentin Collomp, « *Londres déroule le tapis rouge aux milliards des fonds musulmans* », *Le Figaro*, 28.10.2013.

accord avec la charia, et surtout à l'opposition de nombreux parlementaires, de droite comme de gauche. Selon la députée UMP Chantal Brunel, cela serait revenu à « *introduire les principes de la charia dans le droit de la fiducie en la rendant compatible* »²⁷.

La condition des femmes britanniques menacée par l'islam radical

David Cameron évoquait dans son discours de juillet 2015 la brutalité des mutilations sexuelles (*Female Genital Mutilation*, FGM) – en particulier l'excision – imposées par des familles musulmanes aux fillettes et aux femmes au Royaume-Uni. Il se disait « dégoûté » par le fait qu'en 2014, 4000 filles et femmes aient été soumises à ces pratiques d'un autre âge. Une législation existe bien depuis 1985, mais n'est jamais appliquée : personne n'a jamais été poursuivi pour de tels faits.

Le Premier ministre évoquait également la question des crimes d'honneur et des violences perpétrés sur les femmes pour les punir de certaines offenses prévues dans la charia. Entre 2010 et 2015, le nombre de cas dont avaient eu connaissance les autorités britanniques s'élevait déjà à 11 000. En outre, la question des mariages forcés dans les familles musulmanes continue d'ulcérer de nombreux défenseurs des droits des femmes sans que cette pratique soit réellement entravée.

L'entrisme des islamistes radicaux dans les écoles et dans les universités

Le noyautage des écoles primaires

Au Royaume-Uni, depuis les réformes radicales lancées par l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair dans l'éducation nationale, des établissements scolaires peuvent être complètement indépendants des autorités locales. Leur fonctionnement, les méthodes d'ensei-

27. Cécilia Gabizon, « *La finance islamique arrive en France* », *Le Figaro*, 9.10.2009.

gnement et les programmes scolaires échappent donc désormais à tout contrôle. Leurs « conseils des gouverneurs » formés par des parents d'élèves, des enseignants et des organisations caritatives ont ainsi le droit de gérer comme bon leur semble ces écoles indépendantes : une faille majeure qui favorise l'entrisme des islamistes radicaux dans le système scolaire.

Dès 2010, un documentaire de la BBC attira l'attention des pouvoirs publics sur le fait que quarante écoles coraniques appartenant au réseau des Clubs et écoles des étudiants saoudiens au Royaume-Uni et en Irlande (*Saudi Students Clubs and Schools in the UK and Ireland*) enseignaient à leurs élèves le programme scolaire en vigueur en Arabie saoudite avec des manuels instillant l'antisémitisme et l'homophobie, et familiarisant, dès leur plus jeune âge, les élèves aux châtiments prévus par la charia (décapitation, amputation, lapidation, flagellation, bûcher et chute d'une falaise pour les homosexuels, etc.)²⁸. A la suite de ces révélations, l'opinion publique commença à se crispier.

Puis, en 2014, le scandale dit du « Cheval de Troie » (*Trojan Horse Scandal*) éclata à Birmingham, accroissant encore le malaise qui sévit désormais dans l'enseignement primaire, milieu prioritairement ciblé par les islamistes : avec cette nouvelle affaire, il apparaît que, dans les établissements scolaires comptant une majorité d'élèves musulmans, c'est une véritable stratégie visant à imposer l'ordre islamique qui est mise en œuvre.

Dans six écoles de la ville, écrit le journaliste Marc Roche dans *Le Monde*, « les chefs d'établissement et les professeurs non musulmans ou musulmans modérés ont été constamment harcelés. Garçons et filles ont été séparés. Des appels à la prière étaient constamment diffusés par haut-parleurs. Des détectives privés ont été recrutés pour filer les élèves afin de débusquer les amourettes et les rapporter aux parents. Les courriels des professeurs rétifs étaient passés au crible. Les écoles ont financé sur les deniers publics plusieurs pèlerinages à La Mecque. Les gouverneurs ultras entendaient bannir

28. « Les châtiments de la charia inculqués à des enfants anglais », *Le Figaro*, 22.11.2013.

l'enseignement de la musique et des arts (...) La stratégie d'entrisme devait se faire à travers le conseil des gouverneurs, qui regroupe les responsables de l'établissement, des parents d'élèves et des membres de la communauté.»²⁹

Le gouvernement de coalition de l'époque fut profondément secoué par cette nouvelle affaire. Dans son discours du 20 juillet 2015, David Cameron fit remarquer qu'il avait su, à l'époque, prendre les mesures nécessaires dès les premières révélations, mais regrettait que les responsables éducatifs n'aient pas été sanctionnés plus tôt. En revanche, le Conseil musulman britannique (*Muslim Council of Britain*), qui chapeaute cinq cents mosquées, écoles et associations musulmanes sur le territoire national et le Conseil des écoles musulmanes (*Association of Muslim Schools*), réagirent violemment en évoquant une chasse aux sorcières et en agitant le spectre de l'islamophobie, tandis que des soupçons pèsent déjà sur de nombreux autres établissements situés dans d'autres municipalités du pays, telles que Manchester, Bradford et East London.

L'infiltration des universités

Le prosélytisme islamique dans les universités britanniques est également devenu une inquiétante réalité. Dans son discours, David Cameron reproche aux responsables de l'enseignement supérieur de « détourner le regard » quand un islamiste s'y exprime, en pratiquant « un mélange de libéralisme dévoyé et de sensibilité culturelle »³⁰. En 2014, des prédicateurs islamistes ont pu diffuser leur vision de la société en donnant des conférences dans 70 campus, dont des établissements prestigieux comme le King's College de Londres. À la diffusion des terroristes djihadistes français et belges majoritairement issus de la petite délinquance, 30 % des individus poursuivis pour des faits de terrorisme au Royaume-Uni auraient suivi une formation universitaire : ce fut le cas de Jihadi John³¹.

Les associations universitaires musulmanes (*Islamic Societies*), financées par l'Arabie saoudite et donc d'inspiration wahhabite,

29. Marc Roche, « Le noyautage d'écoles publiques à Birmingham par des islamistes provoque un scandale politique », *Le Monde*, 11 juin 2014.

30. Discours du 20 juillet 2015.

31. « Les universités du Royaume-Uni, foyers d'agitation islamiste », *Le Figaro*, 30.12.2015.

œuvrent sous la houlette de leur fédération nationale et propagent au sein des universités les idées de califat, de rejet de la démocratie, reléguant les étudiantes au fond des amphithéâtres³². Ces associations tentent également d'avoir la mainmise sur les départements de recherche sur le Moyen Orient et la Méditerranée et d'en écarter Israël. Ce faisant, elles s'assurent que les diplômés formés dans ces départements, contribueront à l'élaboration d'une politique étrangère qui, à long terme, leur soit favorable³³. La France n'est pas à l'abri de cet entrisme, comme l'ont montré les dérives communautaristes à l'université de Paris XIII (Villetaneuse), dans le Val-de-Marne³⁴.

Confrontés à ces évolutions, le gouvernement entend appliquer la loi qui contraint les enseignants à signaler les signes d'extrémisme sur les campus universitaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale *Prevent* pour lutter contre la radicalisation, soutenue par la fondation Quiliam contre l'extrémisme religieux. Cependant, ces avancées se heurtent à l'opposition farouche des organisations islamistes et de nombreux militants engagés dans la lutte contre l'islamophobie, qui font obstruction et menacent de porter des affaires devant la justice, ce qui entrave considérablement leur portée.

3

LA PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET DES FORMATIONS IDENTITAIRES

La poussée sans précédent de l'islam radical au Royaume-Uni provoque en réaction une percée de l'extrême-droite et favorise l'apparition de formations identitaires à partir d'éléments issus des classes moyennes et du milieu ouvrier. À la suite des événements de Luton en 2009, lors de la parade des militaires revenant d'Irak, l'indignation et la colère des habitants, conduisirent à la formation de l'*English Defence League* (EDL), dont l'ancien président-fondateur, Tommy Robinson, a fondé récemment l'organisation *Pegida U.K.*³⁵, branche britannique du mouvement des Européens patriotes contre

32. *Ibid.*

33. Sarah N. Stern, *Saudi Arabia and the Global Islamic Terrorist Network: America and the West's Fatal Embrace*, Palgrave Macmillan, 2011.

34. Arnaud Bouillin, « Menaces de mort à l'IUT : le président de Paris XIII au pied du mur », *Marianne*, 7.5.2015.

l'islamisation de l'Occident (*Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*, PEGIDA), créé en Allemagne en 2014 pour combattre l'immigration musulmane et l'islamisation du pays.

Les activistes identitaires militent, en particulier, contre la construction dans plusieurs villes du pays de mosquées géantes (« *megamosques* ») financées à hauteur de plusieurs dizaines de millions de livres sterling par l'Arabie saoudite et le Qatar. Ce fut notamment le cas du projet d'édification, dans la banlieue londonienne, près du parc olympique, d'une mosquée encore plus imposante que celle d'East London et, par défi vis-à-vis de la civilisation chrétienne, trois fois plus grande que la basilique Saint-Paul de Londres. Elle devait accueillir 10 000 fidèles. Ce projet était porté depuis plus de dix ans par la *Tablighi Jamaat*, une secte extrémiste qui exhorte les croyants à ne pas s'intégrer dans la société britannique. Sous la pression de l'opinion publique, cette entreprise pharaonique fut finalement interdite par le gouvernement après plus de dix ans de rebondissements³⁶.

Dans son discours de juillet 2015, le Premier ministre a souligné qu'il jugeait l'extrême droite méprisable et l'action de ces diverses formations est durement réprimée par les autorités. Dans ces conditions, le gouvernement tente tant bien que mal d'apaiser les relations entre les communautés sur le territoire national. Par exemple, en vue des élections législatives de 2015, le parti conservateur avait misé sur la candidature emblématique d'Azfal Amin. Ce dernier, britannique d'origine pakistanaise, avait servi comme officier dans les forces armées britanniques pendant onze ans, notamment en Afghanistan, participant même à l'entraînement des princes William et Harry. Il était également président de l'Association musulmane des forces armées (*Armed Forces Muslim Association*, AFMA), qui rassemble les militaires musulmans servant sous le drapeau britannique. La révélation avant les élections, par l'*English Defence League*, du projet d'Amin d'instrumentaliser l'extrême droite pour parvenir à être élu, constitua un revers sérieux pour le parti conservateur³⁷. Des journalistes révélèrent un peu plus tard qu'Azfal Amin avait, sous le nom de Raja Afzal Raza

35. Josh Lowe, "Pegida U.K.: What Does Tommy Robinson's 'Anti-Islam' Group Want?", *Newsweek*, 5.2.2016.

36. Samuel Osborne, "Islamic group blocked from building 'megamosque three times bigger than St Paul's Cathedral' in London", *The Independent*, 25.10.2015.

Amin al-Quraishy, écrit quelques années auparavant un ouvrage incitant à l'établissement d'un État musulman en Europe.



Dans ce contexte délétère, auquel viennent s'ajouter les incertitudes liées à la perspective de sortie de l'Union européenne (*Brexit*) et les velléités d'indépendance de l'Écosse (référendum de 2014), la cohésion sociale et l'unité nationale du Royaume-Uni se trouvent manifestement menacées. Il paraît peu probable que le *statu quo* puisse perdurer indéfiniment car, au fil des années, le développement des extrémismes au sein de la société britannique a généré des tensions de plus en plus insoutenables. Dans ces conditions, il n'est pas certain, pour l'heure, que ce soit les forces démocratiques qui finissent par remporter la victoire.

Il est donc urgent que la France sache tirer les leçons de l'expérience britannique.



Éléments bibliographiques

De nombreux articles sont parus dans la presse française, mais aucun ouvrage de fond en français, en dehors d'un livre paru en 2003, intitulé *Londonistan, la voix du djihad*, de Dominique Thomas (éd. Michalon). Parmi les ouvrages en anglais :

Melanie Phillips, *Londonistan*, Encounter Books, Londres, 2006

Sarah N. Stern, *Saudi Arabia and the Global Islamic Terrorist Network: America and the West's Fatal Embrace*, Palgrave Macmillan, New York, 2011.

Tommy Robinson, *Enemy of the State*, The Press News Ltd, Batley, 2015.

37. "Afzal Amin: From Dream Conservative Candidate To Fall From Grace", *The Guardian*, 22.3.2015.